

MRC LAJEMMERAIS

Quatre pôles d'excellence pour continuer de croître



Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La municipalité régionale de comté (MRC) Lajemmerais montre des statistiques qui feraient rêver bien d'autres régions.

Son taux de chômage, inférieur à 5 %, est parmi les plus bas au Québec, tandis qu'elle affiche l'un des plus hauts niveaux de revenu personnel par habitant, à plus de 33 000 \$. Sa population, fortement scolarisée, connaît une croissance importante qui devrait se poursuivre.

La région compte bien profiter de ce vent de croissance en misant sur quatre pôles

de cations et de l'ingénierie, y sont installées employant plus de 1 270 personnes.

Ses principaux occupants sont l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ), l'INRS-Énergie, matériaux et télécommunications, le Centre de la technologie de l'énergie de CANMET - Varennes (CTEC-Varennes) et la firme ABB.

Le Parc de Varennes fait partie des sept technopoles établies au Québec, mais est pourtant méconnu et pourrait se développer davantage, estime M. Berthiaume. Il déplore notamment le fait que « le Parc et ses centres de recherche n'ont pas réussi à attirer autant d'entreprises qu'ils auraient dû ». Une situation sur laquelle les inter-

viennent de l'industrie chimique. Kronos, Pétromont, Basell Canada et AET sont parmi les chefs de file de ce pôle établi depuis 1957 en bordure du fleuve Saint-Laurent.

En plus d'être desservi par un oléoduc en provenance de Portland, dans le Maine, le Parc compte sur un réseau souterrain de pipelines permettant aux entreprises de s'échanger divers produits, notamment de l'hydrogène gazeux, du naphte liquide et de l'éthylène gazeux.

Il est aussi doté d'un réseau ferroviaire et d'une cour de triage, un facteur qui a récemment incité Recycl RPM, une entreprise du groupe IPL spécialisée dans le recyclage des matières plastiques, à venir s'y installer.

L'autre pôle, métallurgique, est concentré à Contrecoeur autour des complexes sidérurgiques d'Ispat Sidbec et de Stelco-McMaster. Stelco-McMaster, qui emploie quelque 430 personnes, sort d'une grève de 5 mois terminée en janvier par la signature d'une convention collective qui expirera en juillet 2007.

La municipalité de Contrecoeur, comptant quelque 5 400 habitants, n'a pas trop ressenti ses effets, assure le commissaire au développement Gilles Fortin, notamment parce que moins de 100 employés y habitent.

M. Fortin se réjouit aussi que l'autre sidérurgie, Ispat Sidbec, se soit entendue avec ses employés en janvier pour la signature d'une convention collective de cinq ans. « Car le problème aurait été beaucoup plus sérieux si Sidbec avait été en grève », selon M. Fortin, compte tenu que l'entreprise emploie quelque 1 600 personnes, et négocie avec davantage de fournisseurs établis à Contrecoeur.

Ispat Sidbec et Stelco-McMaster, qui regroupent les deux tiers des emplois du secteur manufacturier de Contrecoeur, doivent composer avec le vieillissement d'une partie de la main-d'œuvre. D'ici trois ans, près du tiers des employés prendront leur retraite.

M. Fortin n'entrevoit pas de problèmes. « Les aciéries

Les municipalités de la MRC Lajemmerais

Municipalité	Population
Sainte-Julie	27 961
Varennes	20 466
Saint-Amable	7 589
Contrecoeur	5 424
Verchères	4 945
Calixa-Lavallée	492
Total	66 877

SOURCE : MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR
TABLEAU : LES AFFAIRES

Madeleine de Verchères, une figure symbolique de la région.



Les principaux employeurs manufacturiers

Entreprise	Secteur	Nombre d'employés
Ispat Sidbec	tôles laminées, barres d'armature et billettes	1 580
Stelco-McMaster	barres d'acier, acier d'armature et billettes	430
Kronos Canada	pigments et gypse synthétique	430
Groupe Verrier Novatech	fenêtres et vitraux pour portes extérieures	350
ABB	transformateurs de puissance	320

Les principaux centres de recherche

Centre	Nombre d'employés
Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ)	600
INRS-Énergie, matériaux et télécommunications	120
Centre de la technologie de l'énergie CANMET	80
CITEQ-Centre d'innovation sur le transport d'énergie du Québec	15

SOURCES : RÉPERTOIRE DES ENTREPRISES DE LAJEMMERAIS 2002-2003, CLD DE LAJEMMERAIS
TABLEAUX : LES AFFAIRES

La 20 : une vitrine de choix

Enfin, la région veut profiter de sa situation privilégiée le long de l'autoroute 20, à Sainte-Julie, pour promouvoir ce pôle d'affaires et « attirer d'autres entreprises voulant profiter d'une telle vitrine commerciale », indique Denyse Journault, porte-parole de la Ville de Sainte-Julie.

Les entreprises visées, qui profiteront d'un accès rapide à des destinations régionales

et nationales, se retrouvent notamment parmi des sièges sociaux de sociétés manufacturières ou de distribution, ainsi que des entreprises de services ou des entrepôts.

La région aimerait favoriser le développement du secteur agroalimentaire. Avec 80 % de son territoire zoné agricole, elle compte surtout des producteurs de maïs et de soya pour consommation animale. Il y a

aussi une poignée de producteurs laitiers et maraîchers.

« Il n'y a pas beaucoup de transformation; il faut développer ce secteur d'activité », souligne Benoit Gagnon, conseiller en entrepreneuriat au CLD qui, à cet égard, pourra mettre à profit sa formation d'agro-économiste.

La région vise aussi à développer ses attraits touristiques et culturels. ■



Le Parc de Varennes fait partie des sept technopoles établies au Québec, mais est pourtant méconnu, estime Sylvain Berthiaume, directeur général du CLD de Lajemmerais.

d'excellence, souligne Sylvain Berthiaume, directeur général du Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais. Il s'agit des secteurs scientifique, chimique, métallurgique et des affaires.

À cet égard, « le Parc scientifique de Varennes représente sans doute notre principal atout de développement pour les prochaines années », précise M. Berthiaume.

Situé à la jonction des autoroutes 20 et 30, le Parc scientifique de Varennes se caractérise par l'importante présence de centres de recherche qui regroupent plus de 1 000 chercheurs œuvrant principalement dans les domaines de l'énergie et de la chimie des matériaux.

Une douzaine d'entreprises liées à ces secteurs, en plus de ceux des télécommuni-

venants économiques de la région entendent se pencher.

Le Parc scientifique compte aussi un Carrefour de la nouvelle économie, également dédié aux secteurs de l'énergie et des matériaux. Trois entreprises, Groupe SM, GPCo et GSi Environnement, l'occupent entièrement et une expansion de 2 500 m² a récemment été autorisée.

Pôles chimique et sidérurgique

La chimie est un autre secteur clé de la région, avec le Parc chimique de Varennes, qui regroupe la plus grande concentration d'entreprises de ce secteur au Québec, parmi lesquels huit des plus grands producteurs chimiques et pétrochimiques au pays.

Ainsi, plus du tiers (35,6 %) des emplois de Varennes

Un marché de l'habitation en ébullition

Pierre Thérout

pierre.therout@transcontinental.ca

La municipalité régionale de comté (MRC) Lajemmerais bénéficie beaucoup de l'activité qui marque le marché de l'habitation depuis quelques années.

Le récent essor démographique a même amené la région à faire une demande de révision du schéma d'aménagement, actuellement à l'étude, afin d'assurer la croissance du secteur résidentiel, en particulier dans les deux principales villes, Varennes et Sainte-Julie.

« Il y a urgence de trouver de nouveaux espaces afin de poursuivre le développement résidentiel, principalement à Varennes. Sainte-Julie peut encore répondre à la demande à court et à moyen terme », précise Sylvain Berthiaume, directeur général du Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais.

Pour ces deux villes, la croissance dans le marché des maisons neuves s'est particulièrement manifestée au



La ville de Sainte-Julie peut encore répondre à la demande de développement résidentiel à court et moyen terme.

cours de la dernière année. À Varennes, les mises en chantier sont passées de 99 à 201 entre 2001 et 2002, alors que le nombre de maisons neuves à Sainte-Julie passait de 202 (2001) à 349 (2002).

Le marché de la revente a aussi connu une croissance. À Sainte-Julie, les ventes de maisons unifamiliales existantes se sont progressivement accrues, passant de 289 en 1998 à 404 en 2002.

Pendant cette période, le prix moyen des transactions a connu un bond important de plus de 30 000 \$, passant de 113 356 \$ à 146 133 \$.

La hausse a été très marquée (en moyenne de 17 705 \$) de 2001 à 2002.

À Varennes, si le nombre de transactions est resté relativement stable, le prix moyen a lui aussi évolué à la hausse, passant de 119 371 \$ (1998) à 141 076 \$ (2002). Encore là, la plus forte croissance a eu lieu en 2002, puisque le prix moyen s'élevait à 125 896 \$ l'année précédente.

Le boom résidentiel s'est même étendu à Contrecoeur, une petite localité d'environ 5 400 habitants située à proximité de Sorel.

Habitée ces dernières

années à voir s'ériger 5 ou 6 nouvelles maisons annuellement, Contrecoeur a enregistré 25 mises en chantier en 2002. L'année en cours s'annonce encore plus fructueuse puisque la construction résidentielle a déjà dépassé les résultats de l'an dernier.

« Dès qu'une maison se libère, elle trouve tout de suite preneur. Nous avons même ouvert de nouveaux quartiers résidentiels ces derniers mois », indique le commissaire au développement de Contrecoeur, Gilles Fortin.

M. Fortin précise que bon nombre d'acheteurs proviennent d'ailleurs sur la Rive-Sud, certains d'entre eux préférant ainsi se rapprocher de leur lieu de travail. D'autres viennent de régions aussi éloignées que la Gaspésie et la Côte-Nord, venus s'installer à Contrecoeur pour combler les départs à la retraite des deux principaux employeurs, les aciéries Ispat Sidbec et Stelco-McMaster.

Mises en chantier

	1998	1999	2000	2001	2002
Varennes	90	117	117	99	201
Sainte-Julie	238	218	258	202	349

Reventes unifamiliales

	Varennes		Sainte-Julie	
	Nombre	Prix moyen	Nombre	Prix moyen
1998	233	119 371 \$	289	113 356 \$
1999	215	113 019 \$	309	118 608 \$
2000	209	127 469 \$	337	120 650 \$
2001	214	125 896 \$	382	128 428 \$
2002	270	141 076 \$	404	146 133 \$

SOURCE : SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, CHAMBRE IMMOBILIÈRE DU GRAND MONTRÉAL. TABLEAU : LES AFFAIRES

Du même coup, « cela nous permettra de rajeunir notre population, plus âgée que la moyenne dans la MRC Lajemmerais », souligne M. Fortin.

À Sainte-Julie, dont la population se caractérise par un âge moyen de 30 ans, l'essor démographique est dû essentiellement à l'arrivée de nombreux jeunes couples qui, grâce à la natalité, contribuent à l'augmentation du nombre de résidents. Ce

profil sociodémographique a même amené la ville, en 2000, à adopter une politique familiale et un plan d'action.

Délaissée par Boucherville et ses quelque 36 000 habitants, devenue un arrondissement de la nouvelle Ville de Longueuil en 2002, la MRC compte maintenant quelque 70 000 résidents. La majorité de la population est regroupée à Sainte-Julie (28 000) et Varennes (20 000). ■

Une politique familiale pour Sainte-Julie

L'arrivée de jeunes couples crée un essor démographique

Connaissant depuis quelques années un essor démographique dû essentiellement à l'arrivée de nombreux jeunes couples, Sainte-Julie a adopté en 2000 une politique et un plan d'action visant le mieux-être des familles.

Avec une population dont l'âge moyen est de 30 ans, et l'adoption d'une telle politique, Sainte-Julie fait valoir son « cadre de vie idéal pour installer une petite famille et voir grandir des enfants en sécurité ».

Des manifestations annuelles comme La journée de la famille et La Fête au lac, organisées par la communauté, attirent déjà des milliers de personnes venues s'amuser en famille.

Résultant d'études et de consultations publiques menées par les conseillers municipaux responsables de la Commission d'orientation familiale, Suzanne Roy et Luc Pommerville, cette politique place la famille au centre des préoccupations de cette municipalité de quelque 28 000 résidents. L'administration municipale s'engage ainsi à « penser et agir famille » lors des prises de décision.

Quatre champs d'intervention

Concrètement, la politique a donné lieu à un plan d'action quinquennal qui touche quatre champs d'intervention : aménagement du



Résultant d'études et de consultations publiques, la politique adoptée par Sainte-Julie place la famille au centre de ses préoccupations.

territoire, communication et partenariat, loisir et culture, et sécurité.

En matière d'aménagement de l'espace urbain, la Ville a prévu un plan d'implantation et d'intégration architecturale du vieux village, de même qu'un plan de revitalisation de ce secteur.

Au cœur des nouveaux quartiers résidentiels, la Ville exigera des promoteurs un maximum de superficie vouée à l'aménagement d'espaces verts, de terrains de jeux et de lieux propices à l'implantation d'écoles et de garderies.

Le volet communication et partenariat vise d'abord à rendre accessible l'information aux familles afin de favoriser leur intégration à la communauté. Par exemple,

la Ville entend réaliser annuellement une rencontre pour accueillir les nouveaux résidents, notamment en les informant des services offerts et des ressources du milieu.

« L'accueil de la Ville auprès des familles doit faire en sorte qu'elles se sentent à l'aise dès leur arrivée et qu'elles puissent développer un sentiment d'appartenance », indique le document.

De plus, Sainte-Julie entend maintenir sa contribution financière pour la tenue d'activités offertes par le service des loisirs ou d'autres organismes, tout en améliorant les sites de sports.

Elle désire créer une fondation permettant aux familles dans le besoin d'avoir accès à ces activités. Elle veut offrir des activités parascolaires aux adolescents, en concertation avec le milieu scolaire.

Du côté culturel, elle veut bonifier la programmation des spectacles à l'intention des enfants et des adolescents, et accroître l'accessibilité aux équipements et aux services municipaux pour les organisateurs d'activités culturelles.

La Ville souhaite offrir aux familles un environnement sécuritaire. Au programme : augmenter les services de sécurité dans les parcs et lors de déplacements (à pied, à vélo, en patins à roues alignées). Elle veut prévenir la violence lors des activités pratiquées par les jeunes. ■ P.T.

Ne vous attendez pas aux solutions habituelles.

Faites les choses différemment. À votre façon. À la Banque de développement du Canada, nous savons que le potentiel de chacun de nos clients est unique, tout comme le sont les stratégies utilisées pour réaliser ce potentiel. Voilà pourquoi nous proposons des solutions d'affaires taillées sur mesure, basées sur une approche proactive, une vision de partenariat à long terme et des décisions prises dans votre région. La croissance de votre entreprise nous tient à cœur.

Parce que vos affaires diffèrent.

À Longueuil - (450) 928-4297

Canada

www.bdc.ca

Banque de développement du Canada
Business Development Bank of Canada



Le patrimoine pourrait devenir un puissant attrait touristique

Le fleuve offre beaucoup de potentiel sur le plan récréotouristique

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La légende est connue de tous. En 1692, alors âgée de 14 ans, **Madeleine de Verchères** a accompli un acte héroïque : pendant huit jours, elle a défendu le fort de la seigneurie de son père devant les Iroquois, en se déplaçant rapidement pour donner l'illusion d'une réplique venant de plusieurs personnes.

D'autres personnages célèbres comptent parmi les natifs de Verchères. **Ludger Duvernay** (1799-1852), défenseur du patriotisme français, à qui l'on doit la réorganisation de la **Société Saint-Jean Baptiste** et la fête des Canadiens français et **Calixa Lavallée** (1842-1891), qui a mis en musique le *Ô Canada* d'**Adolphe Routhier**.

Ce patrimoine, historique mais aussi culturel et architectural, Verchères et la région entendent désormais le mettre davantage en valeur pour y attirer des visiteurs. Sans oublier l'attrait offert

par le fleuve Saint-Laurent.

« Le tourisme, dans la région, n'a jamais été exploité. Même s'il n'y a pas de produit d'appel, il y a quand même un potentiel à développer avec le patrimoine et le fleuve », affirme **Benoît Gagnon**, conseiller en entrepreneuriat au **Centre local de développement (CLD)** de Lajemmerais.

« Il n'y a pas d'attrait majeur mais, une fois dans la région, les visiteurs réalisent qu'il y a de belles choses à voir », souligne **Gilles Fortin**, commissaire au développement à Contrecoeur.

De beaux villages

Par exemple, la municipalité de Verchères mise sur la découverte du vieux village. « Verchères est reconnue comme l'un des plus beaux villages du Québec », souligne **Luc Forcier**, directeur général de la Ville.

De la statue de Madeleine de Verchères en passant par le moulin banal, classé bien archéologique et qui sert de galerie d'art en saison esti-

vale, la randonnée pédestre permet aussi de voir de petites maisons ouvrières datant des années 1700.

Il y a aussi le dernier atelier de fabrication de chaloupes de bois à fond plat, la célèbre verchère, qui n'est toutefois pas ouvert au public. Les intervenants économiques de la région rêvent d'en faire un économusée, mais le propriétaire tient d'abord à relancer la fabrique avant d'adhérer à ce réseau.

Calixa-Lavallée, petite municipalité d'environ 500 habitants, se présente comme un des lieux où l'on compte un nombre important (une vingtaine) de maisons ancestrales en pierres des champs.

« Il y a des circuits thématiques à développer, par exemple une route patrimoniale qui permettrait de mieux faire connaître ces sites », dit M. Gagnon.

Baignade dans le fleuve

Le couloir du fleuve Saint-Laurent offre aussi des pers-



Benoît Gagnon : « Le tourisme, dans la région, n'a jamais été exploité. Même s'il n'y a pas de produit d'appel, il y a quand même un potentiel à développer avec le patrimoine et le fleuve. »

pectives intéressantes. « Un grand nombre de touristes, entre autres des Ontariens et des Européens, empruntent la route le long du fleuve pour se rendre de Montréal à Québec », note M. Fortin.

M. Fortin est bien placé pour en rendre compte. Il exploite un des rares lieux d'hébergement dans la région, un gîte du passant qui

accueille certains de ces visiteurs.

Mais il y a encore beaucoup à faire pour mettre ce fleuve en valeur. Il y a seulement deux ans, des bénévoles de Contrecoeur se relevaient les manches pour construire un petit arrêt-belvédère avec vue sur le fleuve, « qui fait aujourd'hui la joie autant des résidents que des gens

de passage », dit M. Fortin.

Un projet de plus grande envergure est à l'étude, celui du **Parc régional des Grèves**. Sur le site des deux colonies de vacances de Contrecoeur, Sainte-Jeanne-D'Arc et des Grèves, les intervenants de la région projettent d'implanter un site voué au développement récréotouristique.

« L'endroit a été reconnu comme l'un des rares où la baignade dans le fleuve est possible », indique M. Gagnon. À l'image du **parc d'Oka**, par exemple, ce lieu permettrait la pratique d'activités de plein air, autant l'été que l'hiver.

Un autre projet visant à profiter de la présence du fleuve est de terminer le réseau de pistes cyclables sur l'ensemble du territoire.

Enfin, la région participe aux travaux de la **Corporation de promotion et de développement du Croissant de l'Est**, un organisme dédié à la valorisation des attraits sur les deux rives du fleuve entre Montréal et Sorel. ■

LES CAISSES DESJARDINS DE LA MRC LAJEMMERAIS :

PARTENAIRES



Desjardins

DE VOS PROJETS

Notre centre financier aux entreprises (CFE) Desjardins Rive-Sud regroupe des directeurs de comptes qui parlent le même langage que vous. Spécialisés dans plusieurs secteurs d'activité, ils sauront vous proposer des solutions d'affaires en fonction des besoins précis de votre entreprise.

Vous y trouverez :

- » l'ensemble des solutions d'affaires de Desjardins;
- » des professionnels capables de vous épauler dans tous vos projets, quels que soient la taille et le secteur d'activité de votre entreprise;
- » une qualité de service supérieure et l'assurance d'une réponse rapide et sur mesure;
- » le soutien d'un réseau financier solide qui accompagnera votre entreprise dans toutes les étapes de son évolution;
- » un partenaire fiable et engagé dans votre milieu.

Nous sommes à l'écoute de vos besoins. C'est pourquoi nous vous offrons des produits et services adaptés à votre situation. Pour protéger votre entreprise et la faire grandir, vous pouvez toujours compter sur Desjardins. Nous croyons en votre réussite !

Pour plus d'informations, communiquez avec l'un de nos directeurs de comptes au

Centre financier aux entreprises Desjardins Rive-Sud (450) 641-8440 ou 1 877 641-8440, ou encore :

Caisse populaire Contrecoeur

(450) 587-2023

Caisse populaire Desjardins du Grand-Coteau

(450) 649-1155

Caisse populaire Desjardins de Varennes

(450) 652-0607

La Caisse Populaire de Verchères

(450) 583-3337



Services aux entreprises

L'IREQ entend se concentrer sur des projets rentables

Hydro-Québec est l'une des rares entreprises de services publics dans le monde à posséder encore un laboratoire de recherche

Yan Barcelo

dossiers@transcontinental.ca

Alors que les budgets dédiés à la recherche en énergie ont fondu de moitié dans le monde depuis une vingtaine d'années, l'Institut de recherche Hydro-Québec (IREQ) s'accroche en se concentrant sur des projets rentables qui contribuent concrètement aux activités de la société-mère.

« Hydro-Québec est l'une des rares entreprises de services publics dans le monde à posséder encore un laboratoire de recherche, dit Jacques Martel, directeur principal de l'IREQ, à Varennes. Nous sommes unique au Canada. Aux États-Unis, il reste EPRI. Il y a TEPCO au Japon, EDF en France et un autre en Corée. On commence à les compter sur les doigts de la main. »

Selon M. Martel, cette situation résulte de la privatisation systématique qui a prévalu dans le secteur de l'électricité. Les producteurs hydroélectriques, sous la pression de devoir livrer des

rendements à tout prix, ont vu leurs laboratoires se transformer en simples unités de consultation et d'ingénierie.

Ce mouvement de privatisation fait en sorte que les budgets mondiaux de recherche en énergie, qui étaient de 14 milliards de dollars américains (G\$ US) en 1980, sont tombés depuis à 7,5 G\$ US, selon l'Agence internationale de l'énergie. En Angleterre, ces budgets ont baissé de 79 %, au Canada, de 45 %, et aux États-Unis, de 26 %. L'IREQ a été épargné du carnage et s'en tire avec un budget de recherche et développement de 100 M\$, ce qui représente un peu moins de 1 % du chiffre d'affaires d'Hydro-Québec (environ 12,5 G\$).

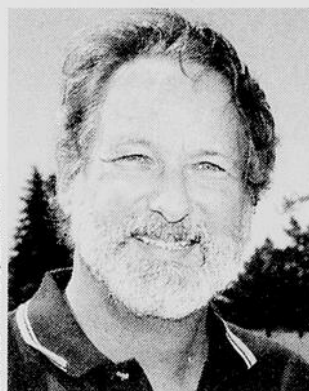
« On était à un niveau un peu plus élevé il y a huit ans. Nous suivons la courbe descendante internationale. Par contre, on pense se stabiliser à ce niveau », assure M. Martel.

Deux ajustements majeurs
Cette période a nécessité des ajustements majeurs pour l'u-

nitité de recherche d'Hydro-Québec. Le dernier ne date que de deux ans et a transformé en profondeur pour la deuxième fois la structure d'exploitation du laboratoire.

Comme le rappelle M. Martel, entré en poste en 2000 au moment même des derniers remaniements, l'IREQ a connu trois grandes phases. La première correspond aux 15 premières années de l'Institut, et s'étend de 1970 à 1985. Ce fut l'époque des grands projets où l'impératif était davantage le développement des connaissances que la livraison de produits.

Le balancier s'est déplacé à l'autre extrémité les 15 années suivantes. On ne parlait plus alors que de relation client-fournisseur. « Après 15 ans, la recherche s'était rapprochée des unités commerciales, mais elle avait perdu toute vision à long terme. On s'est retrouvé dans une situation où il y avait 1 400 projets en cours qui s'étendaient sur des périodes de seulement 3 à 4 mois », dit M. Martel.



Jacques Martel : « Je pense qu'avec les préoccupations pour les changements climatiques, la recherche sur l'énergie va revenir à l'honneur. »

Une nouvelle orientation a été prise avec le nouveau millénaire : le laboratoire doit maintenant lier ses activités aux objectifs de la corporation et leur donner impact et envergure. Ainsi, le directeur général de l'IREQ relève directement du pdg d'Hydro-Québec, André Caillé, et le vice-président exécutif de chacune des quatre unités

d'Hydro-Québec (production, transport, réseau et service à la clientèle) siège au comité de direction de l'unité correspondante du laboratoire.

Une telle structure assure que les projets développés contribuent concrètement aux activités de l'entreprise. « On s'est dit qu'il est bien beau de développer des choses, mais ça ne donne rien si elles ne sont pas implantées, souligne M. Martel. L'approbation, le suivi et le contrôle du responsable garantit que les résultats de la recherche seront implantés. Si l'on arrive avec un changement de 50 M\$ dans une unité, il faut qu'elle soit prête à l'accueillir. »

Des résultats concrets

Plutôt que de mener 1 400 projets de front comme naguère, l'IREQ en dirige un nombre plus réaliste d'une soixantaine. Et tout le processus de sélection et de suivi fait en sorte que le premier critère de sélection des projets est la rentabilité.

Ce fut le cas du projet

MATH, qui a amélioré le rendement de turbines d'environ 1,5 point de pourcentage, pour le hausser à 93 %.

« En termes énergétiques, c'est le plus gros gain qu'on ait réalisé, fait ressortir M. Martel. Sachant que le rendement annuel est d'environ 5 M\$ sur une période de 10 ans, et que le coût du projet a été de 15 M\$, la rentabilité est évidente. »

Tous les projets ne peuvent être chiffrés, comme ceux qui portent sur des préoccupations de sécurité ou des développements à long terme, comme les énergies nouvelles et l'étude des changements climatiques. Mais dans la plupart des cas, ils le sont, comme ce système photonique qui permet de déglacer les lignes sans les mettre hors tension, ou la mise au point d'un système de localisation automatique de défauts sur le réseau. Ce système permettrait, par exemple, de repérer des heurts de branches d'arbre avant qu'elles ne brisent les fils. ■

imaj formation

Service aux entreprises

Formation sur mesure

Instrumentation et automatisation, mécanique, préparation à la retraite, formation du formateur

Intervention-terrain

Gestion de conflits, réorganisation du travail

Assistance technique

Formation à la tâche, élaboration de matériel de formation

Centre d'études collégiales de Varennes

Une antenne du Cégep de Sorel-Tracy

1555, boulevard Lionel-Boulet, Varennes
Courriel : cecv@cegep-sorel-tracy.qc.ca

Pour information : Téléphone : (450) 929-0852
1 (800) 884-IMAJ (4625)

Centre de formation professionnelle des Patriotes
Un accès direct à l'emploi

2121, rue Bombardier, Sainte-Julie (Québec) J3E 2M8
(450) 649-3329 • <http://cfp.csp.qc.ca>

NE LAISSEZ PAS PLACE À L'IMPROVISATION!

Confiez-nous vos projets de formation.

Avec nos quinze années d'expérience en formation sur mesure en entreprise, notre équipe vise à offrir un service de soutien et d'accompagnement à tous nos clients.

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE POUR ATTEINDRE VOS OBJECTIFS

Nous travaillons de concert avec nos clients tout au long du processus afin de garantir le succès de leurs projets de formation.

Le Service d'aide au placement du Centre de formation professionnelle des Patriotes vous offre un service personnalisé dans le processus de recrutement de votre personnel et cela... tout à fait gratuitement!

Notre objectif est de créer un lien entre l'entreprise, ayant besoin de main-d'œuvre, et nos finissants qualifiés. Nos finissants sont disponibles et prêts à travailler pour votre entreprise. Ils sont parvenus au terme d'une formation axée sur la pratique et les réalités du marché du travail.

NOS FINISSANTS SONT :

*Polyvalents - Autonomes
Qualifiés*

Commission scolaire des Patriotes

CANMET aide les entreprises à obéir au protocole de Kyoto

Pierre Thérault

pierre.therault@transcontinental.ca

La mise en application du protocole de Kyoto s'inscrit parfaitement au Centre de la technologie de l'énergie de CANMET - Varennes (CTEC-Varennes).

Avec ses programmes de recherche et développement (R&D) orientés vers l'atténuation des impacts environnementaux de la production et de l'utilisation de l'énergie, en particulier la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Centre est appelé à jouer un plus grand rôle auprès des compagnies d'ici.

« Le protocole de Kyoto forcera les dirigeants d'entreprises à trouver des solutions et nous en avons justement à leur proposer », affirme Gilles Jean, directeur du CTEC-Varennes qui relève de Ressources naturelles Canada.

« Nous pouvons démontrer aux entreprises qu'elles peuvent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, tout en économisant de l'argent », dit M. Jean. Car la mission du Centre consiste aussi à parti-

ciper au développement économique des entreprises dans les milieux industriel, commercial et institutionnel en leur permettant d'obtenir de meilleures performances énergétiques et, ainsi, de réduire leurs coûts.

Supermarchés et arénas : des coûts réduits de 40 %

Par exemple, dans le secteur des bâtiments, la réfrigération est une cible d'intervention privilégiée puisqu'elle représente 50 % des coûts de l'énergie dans les supermarchés et dans les arénas.

Or, l'introduction de mesures d'efficacité énergétique développées et éprouvées par le Centre peut contribuer à réduire cette consommation d'environ 40 %, soit une économie annuelle de 75 M\$ pour les quelque 2 200 arénas et 1 300 pistes de curling que compte le Canada.

Les recherches du Centre ont amené des solutions afin de maximiser la récupération de la chaleur produite par les systèmes de réfrigération pour chauffer un établissement.

Le système permet aussi de

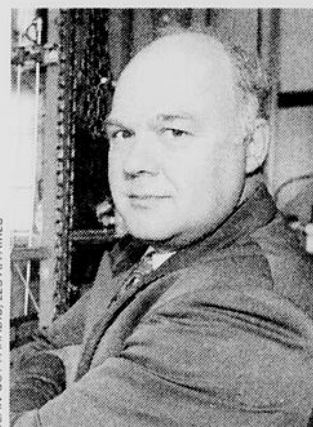
réduire les fuites de réfrigérant synthétique, qui varient entre 25 et 35 % de la charge initiale dans le cas des supermarchés, et qui contribuent considérablement au réchauffement de la planète.

Le Centre a signé une entente avec la chaîne Loblaw's dans le cadre d'un projet pilote lors de la construction d'un supermarché l'automne prochain. Le système a déjà démontré son efficacité dans trois arénas du Québec. « Les entrepôts frigorifiques sont aussi ciblés », note M. Jean.

Des bâtiments plus intelligents

Le Centre travaille à l'élaboration de logiciels permettant aux exploitants de bâtiments d'en améliorer les performances énergétiques, de même que l'environnement de travail grâce à une meilleure qualité de l'air. Il en résulte aussi une réduction des coûts d'exploitation et d'entretien.

Ces logiciels sont une sorte de technicien virtuel qui analyse en temps réel les données et détecte les fautes dans les systèmes de chauff-



« Le protocole de Kyoto forcera les dirigeants d'entreprises à trouver des solutions. Nous en avons à leur proposer », dit Gilles Jean, directeur du CTEC-Varennes.

fage, de ventilation et de climatisation des bâtiments.

« Les systèmes de gestion actuels causent des pertes énergétiques variant entre 15 et 30 %, car ils profitent des progrès réalisés en informatique et en intelligence artificielle », affirme M. Jean.

L'un des plus importants fabricants canadiens de systèmes automatisés en gestion de bâtiments, Delta Controls

de Vancouver, a signé une entente avec le Centre pour ses nouveaux systèmes.

Après une démonstration dans ses installations agrandies et rénovées, l'aéroport de Dorval a demandé l'installation du nouveau système pour l'ensemble de l'aéroport.

Au CTEC-Varennes, où le logiciel a été implanté il y a deux ans, « la consommation énergétique a été réduite de 33 % », dit M. Jean.

La consommation d'énergie dans les bâtiments représente environ 29,5 % de l'énergie consommée au Canada et contribue à 12 % des émissions de gaz à effet de serre.

Programme de vérifications énergétiques

Outre le secteur des bâtiments, le Centre se spécialise dans le domaine industriel et des énergies renouvelables.

Dans le domaine industriel, le Centre met au point des technologies et aide les entreprises à améliorer l'efficacité et la rentabilité de leurs opérations de séchage. Le Centre réalise des projets dans les pâtes et papiers,

notamment avec Cascades.

Dans le domaine des énergies renouvelables, les travaux du Centre portent entre autres sur le développement et l'application des technologies solaires photovoltaïques au Canada.

Le Centre est le mandataire de l'Office de l'efficacité énergétique du Canada pour la coordination du programme d'incitatif de vérifications énergétiques en milieu industriel, au Québec.

Grâce à un incitatif financier maximal de 5 000 \$, ce programme permet aux entreprises de recourir à l'expertise d'entrepreneurs en efficacité énergétique.

Créé en 1992, le Centre compte 80 scientifiques, ingénieurs et membres d'une équipe de soutien technique ou de commercialisation.

« Nous gardons la propriété intellectuelle, ce qui nous permet de poursuivre les travaux de R&D. Nous transmettons les technologies développées sous forme de contrat de licence », précise Sonia Ringuette, gestionnaire du groupe commercialisation. ■

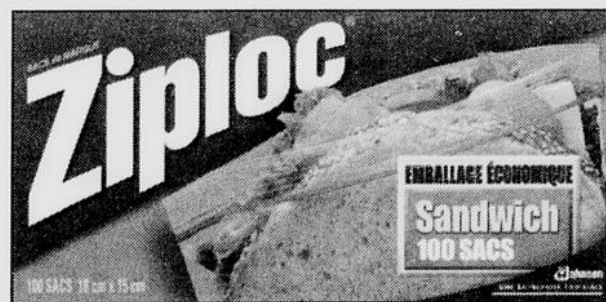
SC Johnson

UNE ENTREPRISE FAMILIALE

"Le bon vouloir des gens est la seule chose durable dans toutes entreprises."

"C'est l'essentiel ... le reste n'est que de l'ombre!"

H.F. Johnson, Sr., 1927



Certifié ISO 9001 : 2000

4435 Marie-Victorin, Varennes
J3X 1T6.

Téléphone : 450-929-4888

Site internet : www.scjohnson.com

Classé 24^e dans le palmarès des 50 employeurs de choix au Canada.



**RÉDUISEZ
VOS COÛTS
D'IMPRESSION**

SEUL TECKN-O-LASER VOUS OFFRE

- La plus vaste gamme de cartouches d'encre haute fiabilité
- Un service d'entretien et réparation d'imprimante
- Des programmes d'impression personnalisés
- Récupération de cartouches vides
- Les plus récentes technologies
- Une garantie sans tracas
- Livraison en 24 heures



TECKNOLASER

CARTOUCHES HAUTE-FIABILITÉ

Votre unique partenaire
pour tous vos besoins
d'impression

1-866-922-1126

Un artisan poursuit la tradition de la chaloupe verchère

Aujourd'hui, cet emblème d'identité locale survit grâce à Normand Goyette

Pierre Théroux

pierre.theroux@transcontinental.ca

Si le nom de Verchères n'est pas sans rappeler son illustre héroïne **Madeleine**, il est aussi associé à la... chaloupe.

Lancée par un chaloupier de la région vers les années 1850 pour répondre aux besoins de la population locale, la célèbre chaloupe verchère a réussi à étendre sa renommée dans l'ensemble du Québec, le reste du pays et même aux États-Unis.

L'industrie fut un temps si florissante que, de 1920 à 1970, la municipalité de Verchères a compté de 7 à 10 fabriques familiales où travaillaient des dizaines d'ouvriers et d'apprentis, rappelle le **Comité de toponymie et d'histoire de Verchères**, qui a consacré un ouvrage d'une centaine de pages à la chaloupe verchère.

Aujourd'hui, cet emblème d'identité locale survit grâce à un artisan de 49 ans, **Normand Goyette**, et à sa conjointe **Lise Pigeon**. En

1997, ils acquéraient la dernière chalouperie de Verchères encore en activité, toujours la propriété de la famille **Desmarais** qui l'avait fondée en 1872.

De 1920 à 1970, l'industrie fut si florissante que Verchères comptait de 7 à 10 fabriques familiales.

Après avoir consacré sa carrière de maître charpentier à restaurer des bâtiments ancestraux du régime français, notamment la maison de l'ancien premier ministre **Bernard Landry**, M. Goyette décidait de remettre à flots **Chaloupes Verchères**.

« La fabrique fonctionnait au ralenti depuis plusieurs années; les frères Desmarais avaient perdu de bons et

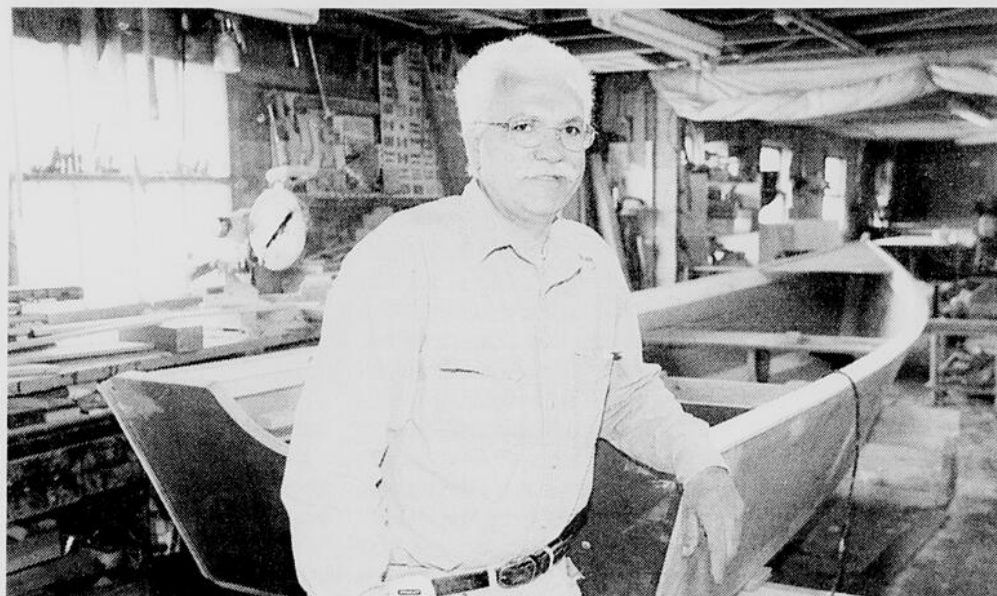
vieux employés et parlaient de prendre leur retraite », dit M. Goyette.

Un marché à relancer

Il a bon espoir de relancer le marché de la chaloupe verchère qui, depuis les années 1970, s'est fortement ressenti de la concurrence des chaloupes en aluminium, puis en fibre de verre.

L'an dernier, M. Goyette et ses deux ouvriers ont fabriqué une centaine de chaloupes, comparativement à quelque 50 la première année. Parmi elles, la chaloupe originale en bois à fond plat et à deux bouts pointus que l'on reconnaît aussi à ses couleurs : les panneaux extérieurs sont peints en vert, l'intérieur en gris et la bordure est rouge. La chaloupe verchère se présente aussi avec la poupe en bout carré afin d'y placer un moteur.

Dans les bonnes années, la chalouperie fabriquait entre 300 et 400 chaloupes annuellement. Pour l'instant, M. Goyette fait très peu de



Normand Goyette, maître charpentier, veut relancer le marché de la chaloupe verchère.

publicité et compte sur le bouche à oreille pour atteindre ce niveau de production dans un proche avenir.

Pour ce faire, « il faudra produire des pièces de bois en série et en faire l'assemblage en série », dit M. Goyette.

Chaloupe Verchères fabrique des embarcations de

12 à 24 pieds, dont les prix varient entre 1 000 \$ et 3 000 \$. Ses principaux clients se retrouvent parmi les pourvoiries, les bases de plein air et les camps de vacances, ainsi que les particuliers, surtout des pêcheurs et des chasseurs. Jadis, de grands magasins comme **Eaton** et

Dupuis Frères en vendaient.

Initialement utilisé comme matériau de fabrication, le pin blanc provenant des bois de Verchères et des environs a depuis plusieurs années été remplacé par le contreplaqué de pin blanc, de chêne blanc, de frêne et de sapin de Douglas. ■

JE VEUX UN FOURNISSEUR

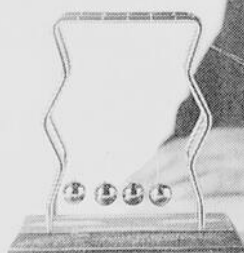
EN CONTACT AVEC MA RÉALITÉ



C'EST ICI QUE TÉLÉBEC ENTRE EN JEU!

TÉLÉBEC EST PRÉSENTE DANS VOTRE RÉGION DEPUIS PLUS DE 30 ANS. AU CŒUR DE L'ACTION, ELLE CONNAÎT BIEN VOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ ET LES RÉALITÉS DE VOTRE ENTREPRISE. UN AVANTAGE INCOMPARABLE QUI TROUVE ÉCHO DANS NOTRE SERVICE À LA CLIENTÈLE!

- SERVICE D'ACCÈS LOCAL
- PLANS D'ÉCONOMIE INTERURBAINS
- SERVICE D'APPEL SANS FRAIS
- CELLULAIRE ET TÉLÉAVERTISSEUR
- ACCÈS À INTERNET ET HÉBERGEMENT
- CONCEPTION DE SITES WEB
- COMMERCE ÉLECTRONIQUE
- RÉSEAU INFORMATIQUE ET SÉCURITÉ
- TRANSMISSION DE DONNÉES
- VIDÉOCONFÉRENCE
- APPAREILS ET SYSTÈMES TÉLÉPHONIQUES
- CENTREX
- TÉLÉPHONIE SUR IP



Télébec

1 888 TÉLÉBEC
www.telebec.com

LES AFFAIRES
75

INVESTISSEURS EN DIRECT

UN NOUVEAU FORMAT PUBLICITAIRE DANS LE JOURNAL LES AFFAIRES ET LE SITE

LES AFFAIRES.com

Avec ce nouveau type d'espace, INVESTISSEURS EN DIRECT permet aux entreprises de :

- Afficher leur logo
- Publier leurs résultats financiers avec article à l'appui
- Annoncer d'importantes acquisitions
- Souligner des investissements prometteurs etc.

LA CIBLE D'INVESTISSEURS EN DIRECT?

Toutes les personnes disposées à investir dans des sociétés cotées à la bourse et qui ont besoin du profil des entreprises qui entendent se démarquer!

Parution mensuelle
Prochaine édition : le 28 juin 2003

Pour toute information, communiquez avec le (514) 392-2069 ou par courriel à jonathan.beckers@transcontinental.ca

UN DUO PUISSANT
QUI COMBINE LE JOURNAL
LES AFFAIRES ET SON SITE :
www.lesaffaires.com/investisseursendirect

Cultiver le pleurote, le pari de la Ferme Champagnon

Le champignon est une culture difficile, sur laquelle beaucoup de producteurs se sont cassé les dents

Pierre Théroux

pierre.theroux@transcontinental.ca

Il y a trois ans, **Romain Gagnon** troquait son cha peau de fournisseur d'équipement agricole pour se lancer dans une nouvelle aventure : la culture de champignons. Avec le pari de voir la **Ferme Champagnon**, de Verchères, réussir là où plusieurs producteurs avaient échoué avant lui.

« C'est une culture difficile, à la merci de facteurs externes, qui aurait peut-être dû me faire peur davantage », admet-il, en faisant référence aux faillites de certains prédécesseurs et aux difficultés rencontrées en début de parcours.

Il se montre toutefois confiant. D'abord, parce qu'il a misé sur un type particulier de champignon, le pleurote, pour lequel il n'y a qu'une poignée de producteurs en Amérique du Nord et dont la consommation est appelée à croître.

« Il y a eu une transformation majeure dans la culture culinaire et le panier d'épicerie des Québécois depuis plusieurs années déjà. Les gens sont prêts à manger autre chose que le très répandu champignon blanc de Paris », constate M. Gagnon.

Un procédé hautement technologique

Son optimisme vient aussi du fait que cet ingénieur de formation, spécialisé dans l'automatisation industrielle, a mis au point un procédé de fabrication et de contrôle à la fine pointe des nouvelles technologies.

« La température, le degré d'humidité et l'éclairage, tout est contrôlé par ordinateur. Le système de contrôle est même accessible à distance », explique-t-il.

Le pleurote pousse naturellement sur les arbres morts en forêt. Sa culture en serres se fait à partir d'un substrat

de croissance, entièrement fabriqué à la Ferme.

Se présentant sous forme de bloc de 50 sur 35 sur 25 cm et pesant environ 18 kilogrammes, le substrat est constitué de pailles de céréales (blé) hachées auquel, après l'avoir pasteurisé pendant une semaine, on ajoute notamment le mycélium.

Les gens sont prêts à manger autre chose que le champignon blanc de Paris.

Il est ensuite placé en chambre d'incubation, pendant trois semaines, afin de permettre la transformation du champignon de sa phase végétative à celle de fructification. Ce processus nécessite des changements de température et d'humidité, de même qu'une ventilation et une luminosité adéquates.

« Le climat d'ici rend la culture difficile. Au printemps et à l'automne, ça va, mais l'hiver et l'été quand il fait -25 ou +30 degrés Celsius, c'est l'enfer », dit M. Gagnon.

Autre difficulté à surmonter : ajuster le procédé de fabrication selon le type de pailles, car leur structure chimique peut varier d'un approvisionnement à l'autre. La Ferme Champagnon a consacré beaucoup de temps et d'argent à développer son procédé de pasteurisation.

Une tonne de champignons par semaine

Les substrats produisent une première volée après une dizaine de jours, une deuxième moins importante deux semaines plus tard et ainsi de suite. « Les blocs peuvent produire pendant plusieurs mois et jusqu'à 30 % de leur masse initiale »,

explique M. Gagnon.

La Ferme Champagnon produit environ une tonne de pleurotes par semaine. Elle écoule plus de la moitié de sa production au Québec, dans les grandes chaînes d'alimentation, et le reste à parts égales en Ontario et aux États-Unis. Sur le marché qué-

bécois, la concurrence vient de producteurs de la Pologne.

Un marché en pleine croissance

Pour accroître ses revenus, la Ferme Champagnon met en vente ses substrats de croissance aux producteurs intéressés à cultiver des pleurotes.

Ne craint-il pas d'alimenter la concurrence ? « Non, le marché est en croissance et est limité par la faible disponibilité des pleurotes », répond M. Gagnon.

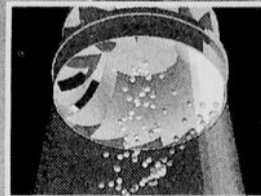
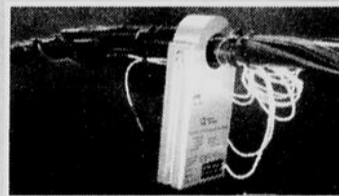
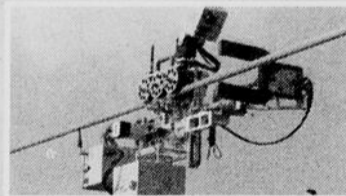
Afin de réduire ses coûts de production, la Ferme envisage de convertir un de ses bâtiments de 5 000 pi² en

laboratoire pour cultiver son propre mycélium, actuellement acheté d'un producteur de Pennsylvanie. La Ferme recherche des investisseurs pour mener ce projet à terme.

La Ferme Champagnon compte une douzaine d'employés et est détenue à 40 % par M. Gagnon. ■



La recherche-développement à Hydro-Québec Une source d'innovation



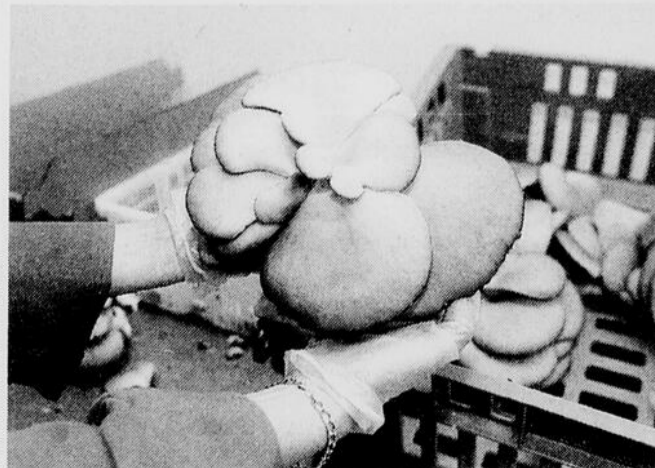
Grand centre intégré de recherche et d'essais en électricité, l'Institut de recherche d'Hydro-Québec met tout en œuvre pour développer des technologies avancées qui permettent à l'entreprise de fournir à ses clients une énergie fiable, au moindre coût et dans le respect de l'environnement.

Érigé à Varennes il y a maintenant plus de 30 ans, l'Institut participe depuis au développement économique de la MRC de Lajemmerais, une grande région tournée vers l'innovation.

Hydro Québec

Institut de recherche

www.ireq.ca



La température, le degré d'humidité et l'éclairage pour la culture des pleurotes sont tous contrôlés par ordinateur. Le système de contrôle est même accessible à distance.

LA MRC de **LAJEMMERAIS**

SAINTE-JULIE

UN AXE STRATÉGIQUE

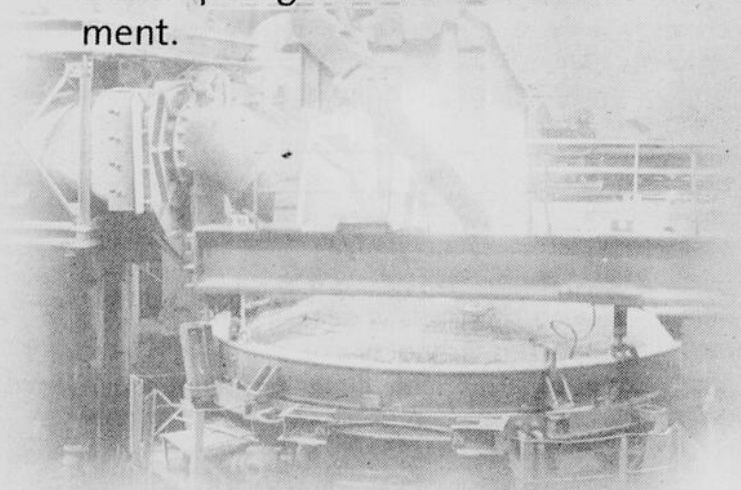
Un pôle industriel et d'affaires situé à la jonction de deux grands axes routiers nationaux, soit les autoroutes 20 et 30.



CONTRECOEUR

L'ENVIRONNEMENT ET LA MÉTALLURGIE

Avec ses installations portuaires et ses grands espaces à développer, Contrecoeur constitue un site privilégié pour toute entreprise oeuvrant dans le secteur de l'environnement et pour celles qui ont des besoins en matière d'entreposage et de transbordement.



*Des pôles
d'excellence...
...et un milieu de vie
privilegié !*

VARENNES

LA TECHNOPOLE EN ÉNERGIE

Un des plus importants pôles d'innovation technologique en énergie de l'Amérique du Nord et une des cinq technopoles du Québec.



CALIXA-LAVALLÉE SAINT-AMABLE ET VERCHÈRES

UNE RÉGION OÙ IL FAIT BON VIVRE !

Elles allient patrimoine, culture, tourisme ainsi que des industries légères et agroalimentaires.



CLD DE LAJEMMERAIS

Centre local de développement

**LE CLD de LAJEMMERAIS,
VOTRE PARTENAIRE POUR LE
DÉVELOPPEMENT DE VOS AFFAIRES !**

609, MARIE-VICTORIN
VERCHÈRES (QUÉBEC) J0L 2R0

Téléphone : (450) 583-3303

Ligne MtL : (514) 336-1961

Télécopieur : (450) 583-3592

Courriel : info@cldlajemmerais.qc.ca